

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° DREAL-UID11/66-2024-125

Actant la fin de l'instruction de la procédure de réexamen de l'étude des dangers et fixant la prochaine échéance de réexamen quinquennal pour le dépôt d'hydrocarbures liquides exploité par la société EPPLN sur la commune de Port-la-Nouvelle

**Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-029 du 08/07/2019 mettant à jour les prescriptions applicables à la société EPPLN pour son dépôt exploité sur la commune de Port-la-Nouvelle ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n°DREAL-UiD11/66 :

- 2020-049 du 08/10/2020 (modification de l'affectation des bacs n°16 et 17) ;
- 2021-020 du 25/05/2021 (modification de l'affectation du bac n°8) ;
- 2021-189 du 17/09/2021 (traitement des eaux de rinçage du sea-line) ;

modifiant l'arrêté préfectoral n°2019-029 du 08/07/2019 susvisé.

VU la notice de réexamen quinquennal de l'étude des dangers du dépôt pétrolier EPPLN situé sur le port de Port-la-Nouvelle, référence E 1202 HC révision 3 du 26/06/2024 ;

VU la mise à jour de l'étude des dangers du dépôt pétrolier EPPLN situé sur le port de Port-la-Nouvelle, édition 2 du 31/07/2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 06/09/2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 23/08/2024 à la connaissance du demandeur ;

VU la réponse du demandeur par mail du 06/09/2024 confirmant l'absence d'observation sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article R.515-98 du Code de l'Environnement et à l'article 8.1.6 de l'arrêté complémentaire du 08/07/2019 susvisé, la société EPPLN est tenue, avant le 09/01/2024, de procéder au réexamen quinquennal de son EDD, suivant les dispositions de l'avis ministériel du 08/02/2017 ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de ce réexamen quinquennal, il est attendu en premier lieu de l'exploitant qu'il réalise, selon l'avis ministériel du 08/02/2017 « un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. » ;

CONSIDÉRANT que la société EPPLN a établi une notice de réexamen (référence E 1202 HC révision 3 du 26/06/2024) qui a permis de statuer sur la non nécessité de réviser l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT que la notice de réexamen de la société EPPLN fait ressortir la nécessité de mettre à jour l'étude de dangers afin d'apporter des adaptations mineures et intégrer les modifications non notables de l'installation identifiées au cours des dernières années à savoir la modification de l'affectation des bacs 16 et 17 au stockage d'éthanol, l'affectation du bac 8 au stockage alternatif essence-gazole, l'affectation du bac 7 au stockage alternatif HVO – gazole, la mise en place de moyens de lutte contre l'incendie complémentaire pour les feux de pipeways et de rack ;

CONSIDÉRANT que la société EPPLN a transmis avec la dernière version de sa notice de réexamen, la mise à jour de son étude des dangers (édition 2 du 31/07/2024) ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour de l'étude des dangers conservant l'ordonnancement des chapitres de l'étude des dangers de référence, mettant en évidence les apports de la mise à jour, ne remet pas en cause les résultats de l'étude des dangers ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer d'acter la fin de l'instruction de la procédure de réexamen et de fixer la date pour le prochain réexamen quinquennal ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n°2019-029 du 08/07/2019 susvisé est modifié comme suit :

- au 4ème alinéa, les références de l'étude des dangers sont remplacées par : CJVE E120HC édition 2 du 31/07/2024
- au 5ème alinéa, la date de transmission de la notice de réexamen est remplacée par 31/07/2029.

ARTICLE 2 – INFORMATION DES TIERS

Article R. 181-44 du Code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3 – RECOURS

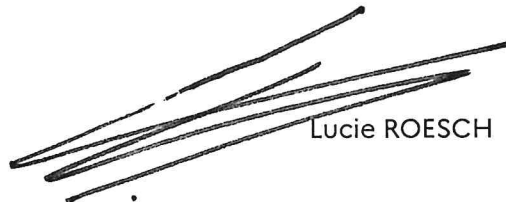
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99 002 – 34 063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 4

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, le maire de Port-la-Nouvelle, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée administrativement à la société EPPLN.

Fait à Carcassonne, le **12 SEP. 2024**

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,



Lucie ROESCH